

AFFAIRE ALI HADDAD

Report du procès en appel au 20 septembre

P3

L'AADL

Une application pour le suivi en temps réel des projets

P2

FATHI GHERRAS (MDS)
À LA NATION ET EL HOURIA

"LA SOLUTION EST D'ORGANISER LE HIRAK DANS UNE DYNAMIQUE POLITIQUE"

P4



SELON LE MINISTÈRE DE LA DÉFENSE

Plus de mille harrag ont tenté l'aventure en un mois

P3



En Vrac

Déchéance de rationalité

Par Madjid Khelassi

Pas facile de plaire au vélin après un mois de congé... Un mois mais quel mois ! Un mois d'août si riche en événements qu'on avait presque oublié où nous étions.

On eut pêle-mêle Beyrouth volant en éclats via 2750 tonnes de nitrate d'ammonium, la Turquie et la Grèce sur le pied de guerre sur fond de découverte de gisements gaziers en Méditerranée orientale, le rapprochement entre Israël et les émirats arabes qui grippe sérieusement la résolution du conflit israélo-palestinien, le rebond du coronavirus dans le monde, le pétage de plomb de Messi, la consécration du masque comme outil de survie, la bombe Tliba et l'ouverture au peuple du Clubs des pins.

Et comme à tout saigneur, toute horreur, c'est tout naturellement que l'on s'attardera sur la bombe Tliba et sa séquence virale.

7 milliards de centimes pour les qualifs... au Koursi de député a dit Tliba, ex président de l'APN. La déchéance de rationalité est tout de suite atteinte !

7 milliards de centimes pour pérorer ou se faire voir en limousine noire qui carbure aux bons d'essence gratos !

7 milliards ! C'est la physique sans les maths ou quoi ? En principe la physique sans les maths ça ne marche pas, il faut les 2. Mais ici bas, dans l'Algérie des Tliba et consorts, tout marche à tous les coups... La physique des voyous et les mathématiques de la magouille ont pendant longtemps trôné sans vergogne dans le costume des députés d'une Algérie si souillée.

Tliba, affairiste arrivé au summum de sa vie quand il était vice-président du parlement, se lâche et raconte le plan de financement de la campagne élaboré par Ould Abbès et le prix d'une tête de liste, puis joue aux victimes de la Issaba ! Le dégât des zoos politiques est sans pareil !

Député, ministre, wali : les commis voyous de l'Algérie malmenée, défilent sous les yeux des juges ébahis... C'est la complainte des heurts de pointe d'une clique qui avait juré la mise à mort du pays. Tliba et consorts se rejettent les torts les uns sur les autres... Le numéro commencé vraiment à nous fatiguer !

Régions

SÛRETÉ DE WILAYA D'ALGER

Elimination de 13 décharges anarchiques

P8

TIZI-OUZOU

Plus de 5 000 hectares de couvert végétal incendiés

P9

CORONAVIRUS EN ALGÉRIE

293 nouveaux cas, 264 guérisons et 7 décès

P24

FUITE DE L'OLÉODUC OK1 (EL OUED)

Des commissions pour déterminer l'ampleur des dégâts

• Sonatrach: L'opération de maintenance et de soudure en nette progression

P2

BEM

Plus de 669.000 candidats attendus aujourd'hui

P5

Brèves

L'AADL

Une application pour le suivi en temps réel des projets

L'Agence nationale de l'amélioration et du développement du logement (AADL) a annoncé, samedi, le lancement d'une application sur téléphone portable pour permettre aux responsables de l'Agence de suivre, en temps réel, ses projets de logement à travers le territoire national. Les chefs et directeurs de projets ainsi que les directeurs régionaux et le directeur général de l'Agence peuvent, grâce à cette application, s'enquérir continuellement du taux d'avancement des travaux et des différentes entraves rencontrées.

Annoncée lors d'une réunion du DG de l'AADL avec les chefs de projets et les directeurs régionaux, ladite application réduira les déplacements sur le terrain et la bureaucratie et encouragera la dématérialisation, de façon à conférer une plus grande efficacité au contrôle des projets, ont indiqué à l'APS des responsables de l'AADL. A titre d'exemple, le directeur du projet peut émettre, continuellement, ses observations sur le rendement de la société de réalisation et les bureaux d'études ainsi que sur les difficultés rencontrées dans l'avancement des travaux. Ces observations peuvent être consultées instantanément par le directeur régional et le DG de l'Agence, pour se faire une idée précise et actualisée sur les projets et intervenir ensuite rapidement en cas de problème, selon les explications fournies. Des rapports accompagnés de photos et de vidéos peuvent être joints à travers cette application.

Cette initiative vient en adéquation avec les efforts consentis par le secteur de l'habitat en matière de modernisation et de numérisation placées au centre de la nouvelle approche économique adoptée par le pays, ajoute la même source.

R.N

REZIG EN VISITE À L'EXTRÊME SUD DU PAYS

Le commerce de Troc frontalier au menu

Le ministre du commerce, Kamel Rezig, effectuera lundi et mardi, en compagnie du ministre délégué chargé du commerce extérieur, Aissa Bekkai, une visite de travail et d'inspection dans les wilayas de Tindouf et d'Adrar en vue de s'enquérir de la mise en œuvre du commerce de troc frontalier.

Cette visite s'inscrit dans le cadre du "suivi de la mise en œuvre de l'arrêt interministériel entre les ministères du commerce et des finances, définissant les conditions et modalités d'exercice du commerce de troc frontalier", indique dimanche un communiqué du ministère. Elle permettra aux deux ministres de s'enquérir de l'activation de la nouvelle mesure réglementaire prise par le ministère au profit des opérateurs économiques pour l'encaissement des opérations d'exportation vers les pays du voisinage, en garantissant le transport des produits exportés jusqu'au point kilométrique (0) sur les frontières avec chaque pays, ajoute le communiqué.

Lors de cette visite, il sera procédé à l'inauguration de plusieurs structures relevant du secteur, outre des rencontres avec les opérateurs économiques des deux wilayas.

R.E

FUITE DE L'OLÉODUC OK1 (EL OUED)

Des commissions pour déterminer l'ampleur des dégâts

Les membres de la délégation ministérielle qui s'est rendue samedi sur le lieu de l'incident de la fuite sur l'oléoduc OK1, dans la zone de Chami, localité d'El-Baâdj (Ouest de la wilaya d'El-Oued), ont indiqué que des commissions ministérielles spécialisées vont être dépêchées pour déterminer l'ampleur des dégâts et l'indemnisation des personnes affectées.



Le ministre de l'Energie, Abdelmadjid Attar, qui a présenté ses excuses à la population de la wilaya, en tant que représentant du secteur de l'Energie au Gouvernement, a affirmé que les équipes techniques de la Sonatrach sont à pied d'œuvre pour réparer la panne dans les 48 heures. Il a ajouté que des moyens de l'Entreprise nationale des services aux puits ont été mobilisés pour les opérations d'absorption des eaux polluées le long de l'oued et le traitement de toutes les flaques d'eau contaminées.

Le travail de la commission ministérielle de l'Energie permettra d'identifier aussi les causes naturelles (relief) et climatiques à l'origine de la fuite de l'oléoduc et d'y remédier, a expliqué M. Attar. Le ministre des Ressources en eau, Arezki Berraki, a signalé, de son côté, que les services de son département vont effectuer des analyses des eaux de

puits, que ce soit ceux d'eau potable (AEP) dont les indices préliminaires montrent l'absence de contamination, ou les puits d'irrigation agricole, avec un contrôle de l'ensemble du réseau d'eau potable, en plus de projeter de nouveaux puits d'AEP pour la région.

Une commission ministérielle du secteur de l'Agriculture, regroupant des techniciens et spécialistes, se chargera d'analyser le sol et les eaux des puits d'irrigation, en plus de recenser les agriculteurs et éleveurs affectés, a-t-on fait savoir. Le ministre de l'Environnement, Nassira Benharat, a indiqué, pour sa part, que le travail de la commission relevant de son département permettra de évaluer les retombées de la fuite de pétrole et déterminer tous les points noirs pouvant influencer négativement sur l'environnement et par ricochet sur la vie du citoyen.

Le travail technique de terrain de ces commissions ministérielles donnera une visibilité plus précise de l'ampleur des dégâts et leur nature, et permettra le recensement des personnes affectées, comme l'a souligné également le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire.

Pour rappel, deux fuites sont survenues jeudi dernier au niveau du pipeline OK1 dans la région d'El Baaj (El Oued), reliant le bassin rouge (Hassi Messaoud) et Skikda.

La première fuite a été enregistrée à la sortie de la station de pompage SP2 à Djaamaa, dans la commune d'El Oued, point 190 + 200 (PK), tandis que la deuxième fuite a été, quant à elle, enregistrée au point PK 263 dans la région d'Al-Baaj, dans la wilaya déléguée d'El M'ghair.

R.N

SONATRACH

L'opération de maintenance et de soudure en nette progression

L'opération de maintenance et de soudure de l'oléoduc OK1 dans la wilaya d'El Oued, suite à la fuite survenue jeudi dernier, en raison des intempéries, se poursuit sans interruption aucune et en nette progression, indique hier le groupe Sonatrach dans un communiqué.

"L'opération d'aspiration des eaux polluées se poursuit notamment avec le renforcement en moyens techniques supplémentaires",

ajoute la même source.

En application des instructions du P-dg du groupe, Toufik Hakkar, qui a constaté vendredi l'incident, des équipes techniques de l'Entreprise nationale des services aux puits (ENSP) spécialisées dans l'aspiration des eaux polluées se sont déplacées samedi sur les lieux.

Plusieurs mesures et décisions ont été prises pour remédier aux dégâts dus à la fuite de pétrole. Des mesures qui consistent à dili-

genter une enquête complémentaire pour déterminer d'autres raisons derrière cet incident et dépêcher une équipe multidisciplinaire pour établir un diagnostic global tout le long de l'oued, afin d'évaluer l'ampleur des dégâts potentiels sur l'environnement, est-il relevé.

Il a été décidé ainsi de mobiliser, sans délai, l'ensemble des moyens et filiales du Groupe pour l'absorption et l'aspiration des eaux polluées le long de l'oued, le trai-

tement de toutes les flaques d'eau contaminées et le terrassement de certains tronçons qui feront l'objet de traitement par des unités spécialisées de l'entreprise, ajoute-t-on dans le communiqué. Il a été également décidé du contrôle régulier des eaux souterraines pendant une année, avec les moyens de la société, tout en confiant cette mission au département des laboratoires relevant de la Sonatrach.

R.N

PRODUITS DANGEREUX

Le PDG du port de Skikda s'explique

Dans un entretien accordé au site TSA, le PDG de l'Entreprise portuaire de Skikda, Imad Tanfour explique que « ce sont des produits dangereux au sens du code maritime. Les produits dangereux ce sont les explosifs et ce n'est pas le cas pour les produits stockés au port de Skikda ».

Selon le code maritime, les produits qui exigent une attention particulière sont les produits explosifs ou ceux qui peuvent causer une contamination de l'air par exemple. M. Tanfour a indiqué que le port n'a pas « vocation à stocker ce type de produits », expliquant que, dans ce cas précis, il s'agit d'une « exception qui est due à un contentieux ».

« Comme la marchandise était sous la responsabilité de la justice, on ne pouvait pas se saisir

», a-t-il ajouté.

Interrogé sur la nature des produits dits dangereux qui sont stockés au port de Skikda, M. Tanfour a précisé que « les containers de solvants étaient destinés à l'export », citant à titre d'exemple la présence de « deux containers de produits pyrotechniques et quelques caisses appartenant à l'ETRH Haddad, c'est des adjuvants de peinture ».

Concernant les produits pyrotechniques, le même responsable a expliqué qu'il s'agissait d'une « affaire douanière, une fausse déclaration d'espèce. Des poursuites ont été engagées à l'encontre de l'importateur, il faudra attendre le jugement ».

Il convient de rappeler que quarante conteneurs contenant un million de litres de subs-

tances inflammables étaient en souffrance depuis six mois au port sec de Skikda à l'Est du pays, avant d'être déplacés dans un endroit plus sûr et loin de la population et des habitations.

Pour rappel, le ministère de l'Intérieur a précisé qu'il s'agissait de solvants et des produits chimiques appartenant à l'entreprise ETRHB HADDAD qui sont utilisés pour produire des peintures et des revêtements.

Il a précisé également qu'il y avait des conteneurs avec des produits chimiques dangereux appartenant à l'entreprise « PAINT SOLVEN », ainsi que deux conteneurs contenant des matières explosives interdites appartenant à l'entreprise « EURL AZIZI ».

R.N

SELON LE MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE

Plus de mille harrag ont tenté l'aventure en un mois

Le ministère de la Défense nationale (MDN) a révélé que plus de 1 000 immigrants clandestins avaient tenté de passer de l'autre côté de la Méditerranée, au cours du mois d'août dernier.



Selon la même source, les gardes côtes de l'ANP, avaient sauvé 1 012 personnes... Au cours de cet été, l'Algérie a connu un retour massif du phénomène des «Harraga», malgré l'état de confinement que connaît le pays en raison de la pandémie du Coronavirus, et malgré la mauvaise situation sanitaire dans les pays de destination (Espagne et Italie principalement) Force est de constater que le phénomène de la harraga a presque disparu, au cours de l'année 2019, année du mouvement citoyen pour le changement (le hirak), dans laquelle, les manifestants ont brandi des slogans contre les bateaux de la mort. On a même vu des manifestants porter les vrais bateaux pour les jeter ensuite à

terre. Le but était d'exprimer l'espoir d'une vie meilleure suscitée par le hirak. Une dans laquelle il n'y aura aucune raison pour eux de fuir le pays et de risquer leur vie en mer. Ce dernier chiffre publié par le MDN est considéré comme très important, surtout si l'on y ajoute le nombre de harragas qui ont risqué leur vie et ont pu atteindre la rive nord de la Méditerranée. Fin juillet dernier, 31 petits bateaux transportant 418 harragas sont arrivés successivement sur les côtes espagnoles, ils ont risqué leur vie depuis la côte ouest de l'Algérie et ont débarqué sur les côtes d'Alicante et de Morris dans le sud-est de l'Espagne. Parmi eux se trouvaient des mineurs et des femmes, ce qui a incité la presse espagnole à s'étonner du phénomène croissant au plus fort des

menaces de l'épidémie du coronavirus en Espagne. Un journal a même titré en ouverture de la page une : " « Que se passe-t-il en Algérie ? »". À l'époque, les autorités espagnoles considéraient que le nombre était très important par rapport au nombre de harragas ayant atteint les côtes espagnoles lors des périodes précédentes, dont le plus élevé était l'arrivée de 170 harragas entre le 13 et le 19 juillet, selon les médias espagnols. Selon l'Agence européenne des frontières, les harragas algériens arrivés illégalement sur la côte espagnole représentent 55% de tous les immigrants illégaux en 2020, contre seulement 10% en 2019. Les autorités algériennes se trouvent incapable de comprendre le phénomène. Le Premier

ministre, Abdelaziz Herrad a exprimé son incompréhension en disant: Comment les jeunes préfèrent-ils risquer leur vie en mer plutôt que de rester dans le pays? De même qu'il admet qu'il est incapable de mettre fin ou de réduire le phénomène. Le ministre de l'Intérieur et des collectivités locales, Kamal Beljoud, a confirmé à son homologue espagnol, Fernando Grand Karlaska, lors de sa visite en Algérie le 10 août dernier, que "l'Algérie souffre de ce problème, et sa mobilisation d'importants moyens financiers, matériels et humaines est très important pour lutter contre ce phénomène", tout en dénonçant ceux qu'il a appelé "les opportunistes et les réseaux mafieux de la drogue".

Mahdi Berrached

Brèves

RÉFÉRENDUM SUR LA RÉVISION DE LA CONSTITUTION

L'Aménokal de l'Ahaggar appelle à une forte participation

L'aménokal de l'Ahaggar Ahmed Idaber a appelé hier les algériens à participer en force au prochain référendum sur la révision de la Constitution. Dans une déclaration à l'APS, M.Idaber a appelé, au nom des chefs de tribus de l'Ahaggar et des notables de la région de Tamanrasset, l'ensemble des algériens, et les habitants de Tamanrasset en particulier, à participer massivement au prochain référendum sur la révision constitutionnelle, appelée à dessiner les contours de l'Algérie nouvelle". "Le référendum, dont la date de la tenue le 1er novembre revêt une grande signification dans la mémoire du peuple algérien, s'ajoute aux nombreux défis du peuple algérien qui, uni face à tous les périls, s'attèle à préserver son indépendance et son unité et à passer à une étape historique de construction de l'Algérie nouvelle, sur des fondements de stabilité, de progrès et de prospérité", a-t-il souligné. "L'histoire retiendra en lettres d'or les positions courageuses de la région de l'Ahaggar vis-à-vis de toutes les questions concernant la Nation", a estimé M. Idaber pour qui "cette région constituera un jalon essentiel dans l'édification de l'Algérie nouvelle".

R.N

BNA

Lancement des produits de la finance islamique à Nâama

La Banque Nationale d'Algérie (BNA) a lancé, dimanche, les produits de la finance islamique, au niveau de l'agence bancaire de Nâama, a-t-on appris du directeur régional du réseau d'exploitation de cet établissement financier, Abdelmadjid Saouli. Lors de l'ouverture du guichet dédié à la finance islamique au niveau de l'agence N 730 de la ville de Nâama, M. Saouli a indiqué que cette opération s'inscrit dans le cadre de l'élargissement du réseau de la finance islamique, qui sera généralisée au niveau de plus de 30 agences et ouvrira l'ensemble des wilayas du pays. Le lancement de ces prestations au niveau de l'agence de Nâama a permis, selon M. Saouli, d'élargir cette nouvelle prestation au niveau de 30 agences réparties sur 23 wilayas du pays, ajoutant que "les cadres et travailleurs de cet établissement bancaire veillent à mettre en place les bonnes conditions d'accueil des citoyens désireux bénéficier de ces produits et mettre à leur disposition toutes les explications et les facilitations nécessaires". M.Saouli a indiqué que l'offre présentée par la BNA comprend 9 produits d'épargne et de financement, un compte islamique pour les dépôts, à la demande, un compte courant islamique, un compte d'épargne islamique, un compte d'épargne pour les jeunes mineurs et des comptes d'investissement non limité. Les produits de financement proposés par la BNA, approuvés et confirmés par l'instance de contrôle chariaque de la banque concernent la mourabaha foncière, la mourabaha des équipements, la mourabaha des véhicules, ainsi que la location, selon la même source.

R.N

AFFAIRE ALI HADDAD

Report du procès en appel au 20 septembre

La Cour d'Alger a décidé, hier, le report au 20 septembre en cours, du procès en appel de l'homme d'affaires Ali Haddad, condamné en première instance, à une peine de 18 ans de prison ferme assortie d'une amende de 8 millions DA dans des affaires liées à la corruption et ce, à la demande du collectif de défense et en raison de l'absence de certains accusés. Ali Haddad est poursuivi pour plusieurs chefs d'accusation liés à la corruption dont l'obtention de privilèges et d'avantages en violation de la législation, dilapidation de deniers publics, abus de fonction, conflit d'intérêts et corruption dans la conclusion de marchés publics. Poursuivis, dans la même affaire, pour octroi d'indus avantages à l'ancien chef du FCE (Ali Haddad) et conclusion de marchés en violation de la législation,

les deux anciens Premiers ministres, Abdelmalek Sellal et Ahmed Ouyahia ont été condamnés à 12 ans de prison ferme assortis d'une amende d'un (01) million DA. Les deux anciens ministres, Mehjdoub Bedda et Youcef Yousfi ont écopé de 2 ans de prison ferme assortis d'une amende de 500.000 DA chacun, tandis que l'ancien ministre, Abdelghani Zaalane a été condamné à 3 ans de prison ferme. Le Tribunal a également condamné par contumace à 20 ans de prison ferme et une amende d'un (1) million DA, l'ancien ministre de l'Industrie et des Mines, Abdessalem Bouchouareb contre lequel un mandat d'arrêt international a été émis. Il a prononcé, en outre, des peines de 10 ans de prison ferme assortis d'une amende d'un (1) million DA à l'encontre

de l'ancien ministre Ammar Ghoul, une peine de 2 ans de prison ferme à l'encontre des anciens wallis d'El Bayadh, Abdellah Benmansour et d'Annaba, Mohammed Selmani, de 5 ans de prison ferme assortis d'une amende de 500.000 DA à l'encontre de l'ancien ministre, Abdelkader Kadi et de 3 ans de prison ferme assortis d'une amende de 500.000 DA à l'encontre de Amara Benyounes et Boudjemaa Talai. Le Tribunal a également ordonné la confiscation de tous les biens des accusés dans l'affaire d'Ali Haddad dont les comptes bancaires ont été gelés, tandis que les cinq frères d'Ali Haddad (Reboub, Mohammed, Omar, Soufiane et Meziane) ont été condamnés à 4 ans de prison ferme assortis d'une amende de 8 millions DA chacun.

R.N

FATHI GHERRAS (MDS) À LA NATION ET EL HOURIA

«La solution est d'organiser le Hirak dans une dynamique politique»

Pour le secrétaire nationale du mouvement démocratique et social, la «phase de transition est toujours sur la table». L'esprit du mouvement citoyen pour le changement (le Hirak) doit s'encre davantage dans le monde du travail à travers ses organisations et dans l'administration. Pour les partis politiques, «la seule solution est d'aller sur le terrain, vers le peuple. Dans ce domaine, force est d'admettre que nous sommes en retard», a-t-il dit.

La Nation : L'Algérie aura rendez-vous en novembre prochain avec un référendum sur l'amendement de la constitution. Comment appréciez-vous le choix de pour cette date? Et quelle lecture faite-vous de cet événement

Fathi Gherras : Nous, dans le mouvement démocratique et social, considérons le choix de cette date pour la tenue du référendum, comme une provocation aux Algériens. Nous le considérons comme une tentative pour nous empêcher de célébrer le premier novembre, anniversaire du déclenchement de la guerre de libération. C'est une déformation de cette histoire, qui n'est pas nouvelle pour le régime. Voyez ce que le régime a fait au Front de Libération Nationale, le Front de Libération, dont nous acclamons le nom dans l'hymne national : "Front de Libération, Nous vous avons donné un pacte", ils l'ont transformé en front de corruption et de voleurs, et ils ont amené les Algériens à scander dans la rue : "FLN dégage".

En ce qui concerne le projet d'amendement de la Constitution, je tiens tout d'abord à souligner que la présidence ne nous a pas envoyé une copie du projet. On ne sait pas pourquoi. Ce n'est pas important. L'important est que nous avons remarqué que depuis le début du hirak, il y a eu une volonté de transformer le débat politique révolutionnaire en questions secondaires, comme la réduction du problème du système à des simples articles dans la constitution.

Il y a des dispositions intéressantes dans la constitution actuelle, comme les droits et les libertés, mais ce sont des choses qui ne sont stipulées que sur le papier. Alors que le système fonctionne en dehors de la constitution. La loi est le cadavre de la politique. Par conséquent, nous pensons que l'accent mis sur la modification de la constitution est un détournement de discussion.

Pour nous, le moment politique n'est d'autre que le mouvement révolutionnaire (El hirak ethawri), et son plafond est la rupture avec le régime et ses pratiques. Le reste relève de la contre-révolution. Nous pensons que la phase de transition est toujours sur la table. Il est vrai que la situation sanitaire que traverse a conduit à calmer la rue. Les Algériens choisiraient d'autres méthodes pour poursuivre le hirak.

Et votre position sur le contenu du projet ?

Nous savons toujours qu'il y a une différence entre les pratiques et ce qui est suggéré. Par exemple, le projet de l'amendement propose que l'accréditation des partis politiques se fait sur la simple annonce de la création du parti. Dans la pratique, c'est une autre histoire. La réalité est qu'il est impossible d'aller vers une ouverture politique dans l'état actuel des choses.

Que pensez-vous de l'article qui permet au président de désigner un vice-président qui peut terminer le mandat présidentiel au cas où le poste deviendrait vacant ?

C'est un coup porté à la souveraineté populaire. Mais, concernant ce point bien précis, on parle comme si le président algérien était élu par la volonté populaire...

Comment analysez-vous les dernières évolutions dans le domaine de la lutte contre la corruption ?

Le système politique est inadapté : 50% de l'économie du pays est hors du cadre de l'Etat, 50% de la masse monétaire hors des banques et une économie basée sur la consommation.

Il n'est pas vrai que l'économie algérienne existe en dehors de l'économie mondiale. Au contraire, nous sommes à l'intérieur de l'économie mondiale. Et à l'intérieur de cette économie mondialisée, on nous a choisi un rôle bien précis, celui de produire des matières premières et en retour nous devenons un marché par le biais du système import-import, ce qui permet de faire sortir des capitaux hors du pays. Le chevauchement entre l'argent sal et l'Etat a atteint des niveaux dangereux : Quand on entend, par exemple, qu'un général, pour qu'il échappe à la loi, fuit avec des secrets d'Etat. Le système ne doit pas être réadapté à la nouvelle situation, car le pouvoir va se retrouver sous la pression et est il sera



contraint d'amputer l'un de ses membres, devenu une charge pour elle. Le système politique est toujours basé sur les intérêts et le noyau dur du système n'est pas en harmonie avec les aspirations du peuple.

La corruption n'est pas un phénomène économique mais plutôt politique : les régimes autoritaires poursuivent le clientélisme comme moyen de créer une base sociale pour eux.

Le clientélisme crée les disparités, c'est une méthode politique de gestion de l'Etat. Ce qui alimente la corruption, c'est la nature du système économique. Il n'est pas possible de combattre le symptôme et de laisser l'origine de la maladie.

Le Mouvement démocratique et social est l'un des membres de l'alternative démocratique. Il y a le Front des forces socialistes (FFS) qui envisage de se retirer. Il semble y avoir une incapacité à influencer.

Le Front des forces socialistes (FFS) a récemment tenu son congrès et en a élu une nouvelle direction. Il est tout fait normal que le parti revise ses positions et sa stratégie. Nous espérons que le FFS ne se retire pas de l'alternative démocratique...

Nous sommes d'accord sur la stratégie, mais le problème principal reste de savoir comment transformer cette stratégie et la concrétiser sur le terrain. La seule solution pour les partis est d'aller sur le terrain, vers le peuple. Dans ce domaine, force est d'admettre que nous sommes en retard. Nous devons être attentifs et reconnaître que le mouvement populaire était en dehors des organisations politiques et syndicales.

N'est-ce pas cette réalité qui a poussé de nombreuses parties et élites politiques à appeler les gens à retourner dans la rue, dans le seul but de se cacher derrière ?

Au sein du mouvement démocratique et social, nous ne disons pas que la solution est tributaire du retour à la rue. Au contraire, la solution est dans l'organisation du Hirak dans une dynamique politique. La société organisée doit se substituer à la société spontanée par la capacité d'exprimer et de bouger. Nous pensons que la spontanéité a atteint ses limites en matière d'évolution vers une rupture avec l'ancien régime.

Jusqu'à présent, le monde du travail, étant le nerf de la guerre, n'a pas intégré le Hirak. Cela ne peut être réalisé que par les travailleurs eux-mêmes dans les administrations et les diverses activités écono-

miques en tant qu'organisations syndicales et non en tant qu'individus participant au mouvement dans la rue.

Mais il y a des partis proches du monde ouvrier qui ne sont pas inquiétés de la neutralisation du monde du travail. L'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), par exemple, a neutralisé le monde du travail. Partis des travailleurs, lui-même, a gardé le silence.

Alors que l'action politique est complètement marginalisée, le syndicalisme, lui, a subi des coups successifs des années 90 à 2018 : l'économie parallèle, le terrorisme, la spéculation et, enfin, le bouffeffisme.

L'expérience des syndicats indépendants est récente et elle n'a pas su s'imposer. Voilà qui explique l'éloignement du monde du travail du mouvement citoyen pour le changement (le Hirak), contrairement au rôle joué, par exemple, par l'Union générale des travailleurs tunisiens dans la révolution tunisienne. L'handicap structurel dont souffre l'économie algérienne est ce qui a éloigné le monde du travail du Hirak. Une économie d'import-import, de la domination du secteur parallèle et de l'absence de l'action syndicale dans le secteur privé. Je crois que le politique est de nature à accélérer le processus révolutionnaire pacifique pour rattraper la distance, et ici les élites doivent agir et jouer leur rôle.

A l'opposé des «forces de l'alternative démocratique», un regroupement d'un certain nombre de partis politiques, de syndicats et d'associations a récemment émergé sous le nom de «Forces nationales pour la réforme». S'agit-il d'une nouvelle polarité genre : opposition - allégeance ?

La polarisation en Algérie est une illusion, car la réalité prouve que les partis politiques n'ont pas pu encadrer l'opposition. La preuve est que le pays reste ouvert à la protestation, et vous pouvez compter le grand nombre de manifestations que le pays a connues. C'est pourquoi, je dis qu'il faut réhabiliter l'action politique organisée.

C'est peut-être cette réalité qui a fait dire au président de la République, Abdelmajid Tebboune, qu'il «se trouve plus proche des associations de la société civile que des partis politiques, et préférer travailler avec des associations plutôt qu'avec des partis?»

Au mieux, ces discours sont frauduleux, au pire, le

président ne comprend pas le sens de la société civile. La société civile signifie la société de citoyenneté indépendante. La société civile dépend de la condition d'être libre de choisir un mode de gestion de ses affaires. Il ne peut y avoir de société civile privilégiée. Ceux qui ont volé et pillé continuent de courir et de s'amuser, et des citoyens pacifiques entrent en prison. Où est cette société civile? Ce sont des clientèles appelées sociétés civiles.

Peut-être que l'une des crises clientélistes dans le système Bouteflika qui n'est pas prête à se renouveler, est ce qu'on appelle «l'achat de la paix sociale» en raison de l'effondrement des revenus pétroliers. Il serait difficile de reproduire cette logique dans la conjoncture économique actuelle.

Il y a ceux qui disent que le président de la République a fait preuve de volonté et d'intention de changer cette situation, et qu'il faut lui donner le temps nécessaire pour y parvenir.

La politique n'est pas une affaire d'intentions. Cela voudrait dire qu'on ne peut faire une lecture politique à partir des intentions des uns et des autres. De plus, il ne s'agit pas de la personne de Tebboune et de ses intentions ou du gouvernement et de ses intentions. Peut-être que les intentions de changement sont bonnes. Le problème est lié à la logique du système au pouvoir. De Gaulle est un symbole de libération dans le système de gouvernement français, mais il est un symbole du colonialisme dans le cadre du système colonial. Le système actuel reproduira ce qui était auparavant sous Bouteflika, tout comme Bouteflika reproduit le précédent. On se souvient des discours de Bouteflika au début, comment les Algériens les ont applaudis, et ce qu'il a produit plus tard.

Comment analysez-vous la position de l'Algérie sur la question de la normalisation des Emirats Arabes Unis avec l'entité d'occupation sioniste? Et la position de certaines élites qui ont tenté de justifier cette normalisation?

Premièrement, il y a un principe qui ne peut être contesté, à savoir que quiconque défend la démocratie ne peut pas défendre le colonialisme en Palestine. Et si quelqu'un le fait, soit il est malade, soit il est hypocrite. Le plus vraisemblable, est qu'il est hypocrite en défendant la démocratie.

La démocratie est une position morale avant d'être une position politique. La démocratie est une croyance en la justice, la liberté et l'être humain. La politique est basée sur la centralité de l'homme. Par conséquent, nous ne devons pas reproduire l'hypocrisie coloniale occidentale: le sionisme est l'antithèse de la démocratie et des droits de l'homme, et aucune personne honorable au monde ne peut le défendre.

Cela est pour la position de principe. Quant à l'Algérie, nous les Algériens avons une particularité, c'est que nous avons donné naissance à un État, un peuple et une nation à travers une guerre de libération. Puis l'Algérie est devenue le refuge et la destination de tous les révolutionnaires. Par conséquent, défendre le sionisme est une trahison de la révolution de novembre et de l'Algérie en tant qu'entité, car vous ne pouvez pas être avec Didouche Mourad et en même temps avec Netanyahu. De ce point de vue, la Palestine est pour l'Algérie une affaire interne.

De plus, même d'un point de vue pragmatique, invoqué par ceux qui tentent de justifier la normalisation, le soutien de l'Algérie à la Palestine est la carte d'influence la plus importante entre ses mains. Si les États-Unis d'Amérique avaient Hollywood pour influencer le monde, et la France un discours des Lumières et des droits de l'homme, la présence de l'Algérie dans le monde passe par son histoire et ses positions révolutionnaires.

Se tenir aux côtés de la Palestine et du peuple palestinien face à l'occupation israélienne est une valeur ajoutée aux valeurs de la révolution de libération, et la Position des autorités algériennes doit être en harmonie avec ces valeurs. Alors, je dis que l'intérêt de l'Algérie ne saurait être dans la normalisation... Je pense que l'Algérie, ces derniers temps, n'a pas joué son rôle régional, ni le rôle international qu'elle jouait lorsque nous étions avec moins de ressources. Les attitudes sont aujourd'hui modestes.

Entretien réalisé par : Mahdi Berrached

BEM

Plus de 669.000 candidats attendus aujourd'hui

Plus de 669.000 candidats passeront, aujourd'hui, les épreuves du Brevet d'enseignement moyen (BEM) à travers 2.556 centres d'examen sur tout le territoire national dans des conditions sanitaires "exceptionnelles" du fait de la propagation de Covid-19.



Le nombre de candidats à cette session "facultative" pour les scolarisés, s'est établi à 669.379 candidats répartis sur 2.556 centres d'examen supervisés par 163.900 encadreurs, selon une fiche du ministère de l'Éducation nationale. Le nombre des candidats scolarisés s'élève à 645.798 candidats, dont 345.136 filles et 300.662 garçons, tandis que le nombre des candidats libres s'est établi à 23.581 candidats, a noté la même source.

3.861 détenus passeront cet examen à travers 44 établissements pénitentiaires agréés par le ministère de l'Éducation nationale conformément à la convention conclue entre le ministère de la Justice et le ministère de l'Éducation nationale. Le ministre de l'Éducation nationale, Mohamed Ouadjaout avait indiqué, samedi, que la tutelle "a finalisé toutes les dispositions organisationnelles relatives à cet examen à partir de l'affectation des candidats jusqu'à la correction et l'annonce des résultats".

A cette occasion, il a rappelé les quatre protocoles sanitaires mis en place par son département et approuvés par le ministère de la Santé, en vue de protéger les candidats et les encadreurs mais également pour éviter la propagation de la pandémie.

Afin de concrétiser ces mesures et garantir le déroulement de cet examen dans des

conditions normales, "le Gouvernement s'est engagé à réunir tous les moyens de prévention au niveau de tous les centres d'examen à travers le pays", a rassuré le ministre.

Il s'agit du port de masque, la distanciation physique et la prise de température à l'entrée de chaque établissement des encadreurs et des élèves mais aussi du personnel, outre l'organisation de la circulation au sein des établissements éducatifs. Il a été procédé également à la pose d'affiches appelant au port du masque, le respect de la distanciation sociale au niveau des centres d'examen en sus d'autres affiches relatives à la lutte contre la triche (interdiction de port de cahiers, de livres et de téléphones portables...).

Le ministère de l'Éducation avait en outre adressé, en coordination avec les opérateurs de téléphonie mobile, des SMS pour sensibiliser les parents, les candidats et les encadreurs au respect impératif du protocole sanitaire. Le ministre de l'Éducation nationale avait souligné que ces mesures organisationnelles devraient être accompagnées d'autres mesures à même de lutter contre la triche de manière à préserver la crédibilité de l'examen et concrétiser le principe d'équité et d'égalité des chances".

De son côté, la Direction générale de la Santé nationale (DGSN) a mobilisé plus de

15.000 policiers, tous grades confondus, pour veiller à la sécurisation des épreuves du BEM et accompagner les mesures préventives prises par le ministère de l'Éducation pour assurer le bon déroulement des examens au vu de la pandémie de Covid-19. Dotées de tous les équipements et moyens techniques nécessaires, les différentes unités de police déployées à cet effet veilleront à la sécurisation du périmètre extérieur des centres d'examen, en assurant l'acheminement des sujets et des feuilles d'examen au centre de collecte.

Des dispositifs de sécurité dont des patrouilles pédestres et motorisées pour assurer la fluidité de la circulation au niveau des routes principales menant aux écoles et centres d'examen.

Les services techniques de prévention de la Protection civile ont effectué plusieurs visites de prévention et de sécurité au niveau des établissements scolaires et centres d'examen de fin d'année, en vue de veiller à leur conformité aux normes de sécurité ainsi que les mesures préventives liées à la pandémie de COVID-19 et garantir, de la sorte, la protection aux élèves et au personnel enseignant.

Dans le cadre de la prévention, les unités de la Protection civile ont effectué plusieurs opérations de désinfection à travers 4757 centres d'examen désignés pour accueillir

les élèves et 153 centres désignés pour le processus de correction. En sus de ces visites, un dispositif opérationnel composé de 18.319 agents d'intervention, 1.415 ambulances et 886 camions anti-incendie a été mis en place.

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, après consultation du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a instruit, juin dernier, le ministre de l'Éducation nationale en ce qui concerne le Brevet de l'Enseignement moyen pour l'année scolaire 2019/2020.

Ces instructions stipulent que le BEM est facultatif en ce sens où, pour les élèves scolarisés, il n'est plus un diplôme nécessaire pour le passage en classe supérieure, ce passage se faisant en calculant la moyenne des deux premiers trimestres, laquelle doit être égale ou supérieure à 9 sur 20.

Toutefois, les élèves n'ayant pas atteint la moyenne de 9 sur 20 ont la possibilité de passer les épreuves du BEM dont la note sera prise en compte pour leur passage. Pour les candidats non scolarisés, le diplôme de BEM leur est nécessaire comme unique voie d'accès à toute formation professionnelle supérieure. L'examen du BEM se déroulera durant trois jours du 7 au 9 septembre, alors que les résultats seront annoncés fin septembre 2020.



TIZI-OUZOU (PARTENARIAT ENTRE LE PND ET L'UE)

Financement de six projets agricoles

Six (06) micro-projets d'exploitations agricoles seront financés au niveau du secteur de Tala-Guilef, Sud de Tizi-Ouzou, dans le cadre d'un projet d'Appui aux communautés paysannes des parcs nationaux (A.C.P.P.) en partenariat avec l'Union européenne, a rapporté samedi, un communiqué du parc national du Djurdjura (PND).

Les dernières retouches à ce projet, d'un montant de 5,4 millions DA ont été finalisées lors d'une réunion tenue le 1er de ce mois de septembre,

entre le PND, l'UE et l'Association de réflexion, d'échanges et d'action pour l'environnement et le développement (AREA-Ed) et les autorités locales de la commune de Ouadhias. L'organisme explique dans son communiqué que ces projets sont proposés dans l'optique d'améliorer le cadre de vie des riverains du parc par leur initiation à "produire une alimentation saine et durable adaptée à leurs besoins dans le cadre d'une stratégie globale de préservation et de promotion des ressources naturelles de la région".

Il s'agit, est-il indiqué, de la réalisation d'une pépinière afin de réhabiliter le patrimoine phytogénétique cultivé localement, d'une ferme agro écologique, d'une champignonnière de production du pleurote, d'une unité apicole de production des ruches, d'une boucherie de produits d'élevages naturels locaux, ainsi que la fourniture d'un module de vingt ruches complètes et l'aménagement du site de dépôt du rucher. En plus de ces financements, les porteurs des projets inscrits à ce programme ont participé à quatre

formations sur l'agroécologie, la permaculture, les techniques de mobilisation des ressources en eau en montagne, la production de fromage artisanal de chèvre et une dernière en apiculture.

Deux sorties d'échanges d'expérience ont été, également, prévues dans le cadre de ce programme, l'une effectuée dans l'atlas blidéen et ses environs et l'autre prévue au parc national des Cévennes en France a été annulée pour cause de la pandémie de la Covid-19, souligne la même source.

Brèves

SOUK AHRAS
(ZONES D'OMBRE)

380 millions DA mobilisés pour la réalisation de 56 projets AEP

Une enveloppe financière de 380 millions de dinars a été allouée pour la réalisation de 56 projets d'alimentation en eau potable (AEP) dans des zones d'ombre de la wilaya de Souk Ahras, a indiqué samedi le chef de l'exécutif local Lounes Bouzegza. "Les projets, répartis sur plusieurs communes de la wilaya, portent sur la réalisation de puits, de réservoirs d'eau et sur l'extension du réseau AEP", a précisé le wali au cours d'une réunion avec l'exécutif élargie aux chefs des daïras et aux présidents des assemblées communales (APC) pour la mise en place des préparatifs des examens de l'année scolaire 2019-2020. M. Bouzegza a relevé qu'il s'agit "de projets de petite envergure devant être réalisés dans un court laps de temps", appelant les responsables concernés à fournir davantage d'efforts pour terminer les projets programmés et donner la priorité aux projets d'AEP, de raccordement aux réseaux d'électricité et de gaz et de désenclavement pour améliorer les conditions de vie dans les régions d'ombre. Selon le même responsable, pas moins de 251 régions d'ombre ont été recensées dans la wilaya de Souk Ahras. Ces dernières ont bénéficié de 507 projets relevant de plusieurs secteurs, parmi lesquels 54 ont d'ores et déjà été livrés dans bon nombre de localités. Concernant les préparatifs des examens de fin d'année scolaire 2019/2020, Lounes Bouzegza a donné des instructions aux parties concernées pour l'application du protocole sanitaire liés à la Covid-19 et les mesures concernant le déroulement des épreuves.

SÉTIF

Baisse de plus de 51% des accidents routiers mortels

Le nombre de décès causés par les accidents de la route a baissé de 51,43% au cours des trois derniers mois dans la wilaya de Sétif par rapport à la même période de l'année dernière, a rapporté samedi le chargé de communication de la direction locale de la Protection civile, le capitaine Ahmed Lamamra. Quant au nombre de blessés dans des accidents de la route, il a reculé de plus de 25% au cours de cette période, a indiqué capitaine Lamamra, soulignant que les équipes opérationnelles de la protection civile relevant de 19 unités, entre principale et secondaire, sont intervenues pour transporter les victimes d'accidents vers les établissements de santé. Il a également fait savoir que le nombre d'accidents corporels recensés par la Protection civile de Sétif au cours de cette même période a baissé de plus de 22%, avec 588 sinistres enregistrés contre 760 l'année dernière. Cette baisse "remarquable" du nombre accidents de la route et plus particulièrement de la mortalité routière est liée à la réduction des déplacements dans le cadre des mesures prises pour lutter contre la propagation de l'épidémie du coronavirus.

SÛRETÉ DE WILAYA D'ALGER

Elimination de 13 décharges anarchiques

La Police de l'urbanisme et de la protection de l'environnement relevant de la Sûreté de wilaya d'Alger a recensé, en août dernier, 480 interventions liées principalement au jet et abandon de déchets et au refus d'utilisation du système de déchets mis en place par les services concernés, outre l'élimination de 13 décharges anarchiques, a-t-on appris samedi auprès de ce corps.



Dans le cadre de ses missions relatives à la protection de l'environnement, à la gestion, au contrôle et à l'élimination des déchets, les éléments de la Police de l'urbanisme et de la protection de l'environnement de la sûreté de wilaya d'Alger ont recensé 480 interventions liées au jet et à l'abandon de déchets et au refus d'utilisation du système de déchets mis en place par les services concernés, outre 286 interventions pour dépôt, jet ou abandon de déchets inertes issus de l'exploitation des carrières et mines ou des travaux de démolition, de

construction ou de restauration. Enregistrant 27 interventions relatives à l'obstruction de la voie publique en y déposant ou laissant des matériaux pouvant entraver la libre circulation, les mêmes services ont effectué 16 autres interventions pour jet ou dépôt sur la voie publique de poubelles, déchets, déversement d'eaux usées, de matériaux susceptibles de causer des dégâts ou des déchets nauséabonds nocifs pour la santé, ainsi que l'élimination, en coordination avec les autorités locales, de 13 décharges illicites.

Concernant l'atteinte aux règles de l'urbanisme et le nettoyage de la voie publique, les mêmes services ont mené 201 interventions pour des constructions sans permis, 3 autres pour non conformité au permis de construire délivré et 86 interventions contre le commerce informel. Dans le volet hygiène et santé publique, les mêmes services ont fait état, durant la même période, de sept (7) cas de jet de cadavres d'animaux et de déchets d'origine animale au lieu de s'en débarrasser par inhumation ou incinération, a conclu le communiqué.

ALGER (BEM)

1.500 policiers mobilisés pour sécuriser les centres d'examen

Les services de Sûreté de la wilaya d'Alger ont mobilisé 1.500 policiers, tous grades confondus, pour sécuriser les centres d'examen du Brevet d'enseignement moyen (BEM), prévu du 7 au 9 septembre courant, indique un communiqué des mêmes services. Les services de Sûreté de la wilaya d'Alger ont tracé un plan sécuritaire préventif à l'occasion de l'organisation de l'examen du BEM, du 7 au 9 septembre courant. Ainsi, 1500 policiers, tous grades confondus, ont été mobilisés pour sécuriser 168 centres d'examen répartis sur le territoire de compétence de la Sûreté de la wilaya d'Alger, a précisé la même source. La Sûreté de la wilaya veillera à la sécurisation de l'opération d'acheminement des sujets et des copies d'examen aux centres de collecte, a ajouté la même source. Ce dispositif qui renforcera les effectifs déjà mobilisés et dotés de moyens et équipements nécessaires, veillera à la sécurisation des centres d'examen et leurs périmètres, à l'interdiction du sta-



tionnement anarchique des véhicules près des centres d'examen et à la coordination permanente avec les chefs de centres en vue de faire face à tout imprévu susceptible d'entraver le bon déroulement des examens. Il s'agit également du renforcement des patrouilles motorisées et pédestres pendant le déroulement des examens ainsi que la sécurisa-

tion des moyens de transport autorisés à l'instar du tramway. Par ailleurs, les Cellules d'écoute et d'actions préventives (CEAP) de la wilaya d'Alger ont procédé à l'accompagnement psychologique des candidats, lors de la révision, en les sensibilisant à respecter les mesures de prévention contre le nouveau coronavirus, notamment la distanciation physique, le port

obligatoire de bavettes et l'application du gel hydroalcoolique. Les services de Sûreté de la wilaya d'Alger ont appelé l'ensemble des conducteurs ainsi que les parents d'élèves qui accompagneront leurs enfants au centres d'examen à respecter le code de la route et à éviter le stationnement ou l'arrêt près des centres d'examen, a conclu le communiqué.

COMMUNE D'EL MENAOUER (MASCARA) Mise en service du réseau de gaz naturel au profit de 88 familles

Un réseau de gaz naturel a été mis en service au profit de 88 familles du douar El-Abadellia, relevant de la commune d'El-Menaouer (wilaya de Mascara), à l'occasion du 63e anniversaire de la bataille d'El-Menaouer.



Cette opération s'inscrit dans le cadre de la seconde tranche du projet de raccordement du douar El-Abadellia à cette source énergétique, dont la seconde tranche a nécessité une enveloppe de 5,3 millions DA, selon les explications fournies par le wali de Mascara, Seyouda Abdelkhalik qui a supervisé l'opération. Dans le village d'Aïn Tamda, dans la même commune, un stade de proximité a été inauguré et le wali de Mascara a

écouté les doléances des habitants, notamment sur le renforcement de l'approvisionnement en eau potable et le transport scolaire. Lors de la cérémonie de commémoration de cet événement historique, les autorités locales et des représentants de la famille révolutionnaire se sont recueillis à la mémoire des martyrs de la Révolution et ont déposé une gerbe de fleur devant la stèle commémorative érigée sur le lieu de la bataille. Une allocution

a été prononcée par le représentant de l'une des organisations de la famille révolutionnaire de la wilaya. Selon le directeur des moudjahidine de Mascara, la bataille El-Menaouer a eu lieu en septembre 1957, lors de laquelle les moudjahidine de l'ALN, sous le commandement de Si Redouane, et malgré leur nombre restreint, ont fait face à l'armée coloniale française, forte de plusieurs milliers de soldats et des dizaines d'avions, d'artillerie et

autres équipements militaires. Les moudjahidine ont réussi, selon la même source, à mettre hors combat quelque 650 soldats français et ont blessé un grand nombre d'entre eux. Ils ont également abattu six avions et causé des dommages à 17 autres. Soixante-neuf (69) moudjahid sont tombés au champ d'honneur, ainsi que 10 civils et 23 autres ont été blessés, dont Si Redouane, qui a confié le commandement au moudjahid Si Mahmoud, rappelle-t-on.

TIZI-OUZOU

Plus de 5 000 hectares de couvert végétal incendiés

Un superficie totale de 5 726,5 hectares (ha) de couvert végétal a été engloutie par les incendies ayant touché la wilaya de Tizi-Ouzou durant cet été, a rapporté samedi un bilan de la conservation locale des forêts. Un total de 314 incendies a été recensé, selon la même source, à travers différentes localités de la wilaya depuis juin dernier au début de ce mois de septembre en cours, dont 117 incendies ont ravagé 2 104 ha de forêt, 112 ont détruit 1 233 hectares de maquis, 44 feux ont touché 1 839 de broussailles et 41 qui ont englouti 556,5 hectares de vergers. Par ailleurs, et dans un bilan présenté sur les ondes de la radio locale, le président de la chambre de l'agriculture de la wilaya, Hamid Saidani, a indiqué plus de 40 000 plants, oliviers et différents arbres fruitiers, ont été détruits par les incendies enregistrés cet été à travers la wilaya.

SIDI BEL-ABBÈS

Vers le relogement de près de 700 familles

Quelque 682 familles demeurant dans des habitations précaires bénéficieront "bientôt" de logements publics localisés (LPL) dans la commune de Sidi Bel-Abbès, a-t-on appris samedi auprès des services de la wilaya. Cette opération comprend 250 familles du bidonville "Lazari", 76 familles habitant la ferme "Kheireddine" (1,2,3) et 70 autres la ferme "Si Salah", en plus de 145 familles vivant dans des caves de la ville et 21 familles demeurant dans deux immeubles menaçant ruine au centre-ville. L'opération de relogement des 682 familles complète celle menée au mois d'août dernier à laquelle ont bénéficié 683 familles qui étaient disséminées à travers 10 bidonvilles ceinturant la ville de Sidi Bel-Abbès. L'opération de relogement avait permis l'éradication de 850 habitations précaires et la récupération de 15 hectares de terrain qui seront destinés à accueillir des projets de logements.

M'SILA (ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ)

Renforcement prochain par cinq médecins spécialistes

Cinq (5) médecins spécialistes en gynécologie et en psychiatrie seront affectés dans les "prochains jours" dans les établissements hospitaliers de la wilaya de M'sila, a annoncé samedi le directeur local de la Santé et de la Population (DSP). Les médecins, désignés dans le cadre l'accomplissement du service civil, encadreront les établissements publics hospitaliers (EPH) des villes de Ain El Melh, Sidi Aïssa et de l'hôpital psychiatrique d'Ouled Mansour, a indiqué à l'APS, M. Mohamed Zineddine Okbi. Il a dans ce sens affirmé que tous les moyens seront mis à la disposition des médecins spécialistes pour leur permettre d'effectuer leur mission dans les meilleures conditions et d'apporter aide et assistance à la population. Relevant le déficit en médecins spécialistes

dans la wilaya de M'sila, notamment en gynécologie, radiologie et réanimation, le DSP a souligné que des services de radiologie et scanner ne sont pas opérationnels faute de spécialistes. M. Okbi a également indiqué que le déficit en médecins spécialistes a contraint la DSP à recourir à la méthode de rotation invitant les médecins spécialistes à offrir leurs services à travers les établissements de santé de wilaya, dans le cadre d'un planning arrêté pour prodiguer des soins aux citoyens en attendant le recrutement de praticiens. La wilaya de M'sila, où un hôpital à Hammam sera "prochainement opérationnel", compte six établissements de santé répartis sur les villes de M'sila, Boussaâda, Sidi Aïssa, Ain El Melh, Bensrouer et Magra, a-t-on conclu.



FORMULE 1

Les monoplaces Renault rebaptisées Alpine dès l'an prochain



Les monoplaces Renault engagées dans le championnat du monde de Formule 1, s'appelleront Alpine à partir de l'année prochaine, a annoncé dimanche le PDG du constructeur français, Luca de Meo. "Nous allons courir sous le nom Alpine avec des couleurs tricolores", a déclaré de Meo lors d'une conférence de presse en marge du Grand Prix d'Italie de F1 à Monza. La marque Alpine est devenue célèbre dans

le sport automobile en remportant à plusieurs reprises des prix prestigieux de la discipline, notamment en rallye dans les années 1970. L'actuel responsable de l'écurie Renault de F1, Cyril Abiteboul conservera ses fonctions, a précisé de Meo. "Renault est présent en F1 depuis 43 ans et le nom restera sur les moteurs", a ajouté M. de Meo, qui a récemment pris ses fonctions

à la tête du constructeur automobile français. Le pilote espagnol Fernando Alonso, double champion du monde avec Renault en 2005 et 2006, va rejoindre pour la seconde fois la F1 avec Renault. L'écurie Renault n'est pas encore montée sur le podium depuis son retour en F1 en 2016. Ses moteurs équipent également les McLaren, une collaboration qui prendra fin à partir de 2021.

Brèves

FOOT/ LIGUE 1
FRANÇAISE
(STADE
BRETOIS)

Belkebla prolonge son contrat jusqu'en 2023

Le milieu international algérien du Stade Brestois (Ligue 1 française de football) Haris Belkebla, a prolongé son contrat pour une saison supplémentaire, soit jusqu'en 2023, a annoncé le joueur samedi dans une vidéo postée sur ses réseaux sociaux. Belkebla (26 ans), convoité durant l'intersaison par les Glasgow Rangers (Div.1 écossaise) et le promu en Ligue 1 française le FC Lens, a décidé finalement de prolonger son aventure avec Brest qu'il avait rejoint en 2014 en provenance de Tours FC (National 3/ France). La direction du Stade brestois est resté imperturbable, en indiquant que Belkebla était l'un des tauliers et que le joueur n'était pas à vendre, des déclarations qui ont certainement poussé l'international algérien à rester. Au terme des deux premières journées de la Ligue 1, Brest ferme provisoirement la marche avec 0 point, concédant deux défaites de suite : en déplacement face à Nîmes (4-0) et à domicile face à l'Olympique Marseille (2-3). Écarté pour des raisons disciplinaires de la dernière Coupe d'Afrique des Nations CAN-2019, remportée par les "Verts" en Egypte, Belkebla avait refait son apparition dans l'effectif de la sélection algérienne, en faisant partie des convoqués pour les deux premières journées des qualifications de la CAN 2021, disputées en novembre dernier, face à la Zambie (5-0) et le Botswana (1-0), signant par l'occasion sa première sélection lors de la victoire à domicile face aux Zambiens à Blida.

R.S

FOOT/ SÉRIE
A ITALIENNE
(LAZIO DE ROME)

Inzaghi confirme les négociations pour recruter Farès

L'entraîneur de la Lazio de Rome (Serie A italienne de football), Simone Inzaghi, a confirmé les négociations avec la SPAL pour s'attacher les services du défenseur international algérien Mohamed Farès, affichant notamment son intérêt pour le latéral gauche des "Verts". "Nous allons nous renforcer dans quelques postes en prévision de la saison prochaine. Pour ce qui est du poste de latéral gauche, Mohamed Farès nous intéresse.

Les négociations avancent bien avec son club", a fait savoir l'entraîneur de la Lazio dans une interview accordée à Calcio Mercato. Farès (24 ans), ancien latéral gauche des Girondins de Bordeaux (France) avant de rejoindre l'Italie, d'abord à l'Hellas Vérone puis la SPAL, est sollicité depuis 2019 suite à la Coupe d'Afrique des nations-2019, remportée par les "Verts" en Egypte. Il était tout proche de rejoindre l'année dernière l'Inter Milan avant que le transfert n'échoue en raison d'une blessure au genou. La Lazio aurait proposé 6 millions d'euros pour Mohamed Farès en plus d'un joueur (Palombi et Djavan Anderson seraient les favoris de SPAL) mais le club relégué en deuxième division italienne demanderait plus pour son défenseur. Les "Biancocelesti" qui se sont qualifiés pour la prochaine édition de la Ligue des champions veulent faire signer Farès pour quatre saisons. Le joueur est encore lié avec la SPAL pour deux saisons.

R.S

LIGUE DES NATIONS D'EUROPE

La France perd la «tête», l'Allemagne cartonne

L'Allemagne brise les espoirs français. Les Bleus pouvaient encore espérer accrocher un statut de tête de série à l'Euro en juin prochain en cas de défaite de la Mannschaft face à l'Irlande du Nord mais malgré l'ouverture du score rapide des visiteurs, les hommes de Joachim Low ont logiquement retourné la situation pour s'imposer largement (6-1) grâce à un triplé de Gnabry, un doublé de Goretzka et un but de Brandt.

La France se retrouve ainsi dans le chapeau 2 pour le tirage au sort de la phase finale et pourrait tomber dans le même groupe que la Belgique, l'Italie, l'Angleterre, l'Espagne, l'Allemagne ou l'Ukraine. Les Allemands ont au moins eu le mérite d'épargner des maux de tête aux Français. S'ils ne l'emportaient face à l'Irlande du Nord, il aurait fallu un concours de circonstance entre les Pays-Bas et la Pologne pour savoir si les Bleus seraient tête de série en vue du tirage au sort de l'Euro 2020. En l'emportant, la Mannschaft a envoyé les hommes de Didier Deschamps dans le chapeau 2 sans contestation possible d'autant que les Néerlandais se sont imposés dans le même temps face à l'Estonie (5-0) et auraient devancé les Français quoiqu'il arrive.

Serge gnabry égale gerd müller

La France aura pourtant espéré pendant une petite mi-temps. C'est ce qu'il a fallu à l'Allemagne pour prendre la mesure d'une équipe nord-irlandaise qui n'aura fait illusion que 7 minutes. Le temps pour Michael Smith d'ouvrir le score sur le seul tir cadré de la rencontre de son équipe. Largement supérieurs dans le jeu, malgré 5 changements par rapport à leur dernier match face à la Biélorussie, les Allemands ont logiquement renversé la situation grâce à un doublé de Leon Goretzka (43e, 73e), un but de Julian Brandt (90+1e) et aux 11e, 12e et 13e réalisations de Serge Gnabry (19e, 47e, 60e) pour sa 13e sélection seulement, soit un ratio d'un but par match sous les couleurs de la Mannschaft. Une première depuis 50 ans !



L'Angleterre l'emporte sur le fil face à l'Islande (1-0)

La sélection anglaise de football a dû attendre le temps additionnel, pour l'emporter samedi en déplacement à l'Islande (1-0) à Reykjavik, dans le cadre de la 1re journée (Gr.2) de la Ligue des nations d'Europe de football.

La sélection de Gareth Southgate n'a dû son salut qu'à un penalty transformé pendant le temps additionnel par l'ailier de Manchester City Raheem Sterling (90e+1), et aurait pu être rejointe dans la foulée si Birkir Bjarnas-

son n'avait pas manqué le sien. Elle s'est créés ses principales occasions franches en première période, et s'est heurtée pendant l'essentiel du match à un double rideau défensif qui n'a presque jamais été pris en défaut. Elle a également joué vingt minutes à dix contre onze après l'exclusion de son latéral droit Kyle Walker.

L'autre match du groupe 2 de la division A opposera le Danemark à la Belgique (18h45 GMT). Les Anglais joueront à leur tour au Danemark mardi soir.

R.S

PSG

Kylian Mbappé "espère de bonnes recrues"

Kylian Mbappé ne s'en cache pas. Oui, la défaite en finale de Ligue des champions face au Bayern Munich a été difficile à "digérer". "Bien sûr qu'on a des regrets. J'en ai, l'équipe en a. On a eu des occasions, j'ai une occasion, on aurait pu marquer et on savait que l'équipe qui allait marquer la première allait gagner", a-t-il notamment expliqué à Téléfoot. Avant

de fixer le cap sur la saison à venir.

"Il faut acheter des joueurs"

"C'est triste à dire et difficile mais c'est malheureusement et heureusement notre vie, estime le champion du monde. Quand on gagne la Coupe du Monde et qu'on revient en club, on doit oublier. Là, on perd la Champions League et on doit oublier aussi, c'est une nouvelle sai-

son. Bien sûr que c'était une déception incroyable mais c'est le métier qui veut ça." S'il croit à une possible victoire en C1, Mbappé espère désormais avoir des renforts sur le mercato.

"S'il faut acheter des joueurs ? Bien sûr, a-t-il répondu à Téléfoot. Il faut acheter des joueurs et on verra comment cela va se passer. Il y a des gens qui font leur travail, j'espère

qu'on aura des bonnes recrues et qu'on pourra démarrer la saison avec l'objectif de faire mieux que la saison passée." De quoi mettre la pression sur ses dirigeants, notamment le directeur sportif Leonardo. Selon L'Equipe, le dirigeant brésilien doit toutefois vendre pour 60-70 millions dans les prochaines semaines.

R.S

SÉRIE A

Josip Ilicic va faire son grand retour à l'Atalanta Bergame

Des larmes risquent de couler, lundi, à Zingonia. Sauf contre-indication de dernière minute, Josip Ilicic va en effet réaliser son grand retour au centre d'entraînement de l'Atalanta Bergame, lui dont l'absence remonte à la mi-juillet. L'international slovène, qui avait notamment manqué le quart de finale de Ligue des champions face au PSG, retrouvera ainsi ses coéquipiers, qui masquaient difficilement leur inquiétude concernant son état de santé.

Un retour en douceur

Selon les médias italiens, Ilicic avait

beaucoup souffert des images de Bergame, sa deuxième maison, durant le coronavirus. Meurtrier, la ville bergamasque, épicentre du Covid-19, avait notamment dû évacuer ses victimes sur des chars militaires un soir de mars. En proie à de sérieux problèmes personnels, et victime d'une "dépression" selon plusieurs sources, l'international slovène avait alors préféré se réfugier dans son pays peu après le match face à la Juventus, le 11 juillet.

Selon La Gazzetta dello Sport, le retour de Josip Ilicic à l'entraînement se fera en

douceur. Après une absence aussi longue, l'Atalanta ne compte certainement pas le brusquer en vue d'un possible retour d'ici au week-end du 26 septembre, date de la reprise du championnat de la Dea. Le quotidien italien table sur un retour en novembre. Et ce dans le meilleur des cas. Un programme individuel lui sera ainsi affecté avant de pouvoir retrouver l'entraînement collectif. Mais pour Ilicic, l'essentiel n'est probablement pas là. La priorité était de mettre fin à son cauchemar. Ce sera bientôt chose faite.

R.S

HAND/ MONDIAL 2021 (MESSIEURS)

"Tout faire pour se qualifier au tour principal"

Le président de la Fédération algérienne de handball (FAHB), Habib Labane, a estimé hier que "l'Algérie a hérité d'un groupe F difficile" au Mondial-2021 de handball (messieurs) en Egypte (13 - 31 janvier), tout en soulignant qu'"une qualification au tour principal était dans les cordes du Sept national."



"Nous allons affronter le Portugal et l'Islande, qui sont assez solides au vu de leur potentiel, en plus du Maroc, dont la confrontation sera un derby 100% maghrébin. Je ne dis pas que nous avons hérité du groupe de la mort, comme c'est le cas de la Tunisie (avec l'Espagne, le Brésil, et la Pologne, ndlr), mais ça ne sera pas une mince affaire pour nous, d'autant que dans de tels rendez-vous, toutes les nations cherchent à terminer parmi les trois premiers pour passer au tour principal, qui reste notre objectif", a affirmé à l'APS le premier responsable de l'instance fédérale.

A l'occasion de cette 27e édition, qui se jouera pour la première fois en présence de 32 nations, les trois premières équipes de chaque groupe se qualifieront au tour principal, qui se jouera en quatre groupes de six équipes. Les deux premières nations de chaque poule se qualifient pour les quarts de finale. Les coéquipiers de Messaoud Berkous signent

leur grand retour sur la scène mondiale, après avoir brillé par leur absence lors des deux derniers mondiaux : 2017 (France) et 2019 (Allemagne - Danemark).

"Pour réussir notre retour au Mondial, nous devons être prêts et nous préparer en conséquence, afin de jouer nos chances à fond dans cette compétition", a-t-il ajouté.

ALAIN PORTES ATTENDU VENDREDI À ALGER

Se trouvant en France depuis le début de la pandémie de coronavirus (Covid-19), le sélectionneur français des "Verts" Alain Portes, ralliera Alger vendredi prochain, afin d'entamer la préparation avec les coéquipiers de Messaoud Berkous. "Nous avons tout réglé, avec notamment le concours du ministère de la jeunesse et des sports (MJS), pour permettre à Alain Portes de rallier la capitale vendredi. Il aura à diriger le premier stage préparatoire prévu à partir du

15 septembre à Seraïdi (Annaba)", a-t-il ajouté. Interrogé sur les prochaines étapes préparatoires, prévues à l'étranger, en vue du rendez-vous mondial, Habib Labane a confirmé la tenue d'un stage en Pologne en décembre.

"Nous allons effectuer un stage en Pologne, avec éventuellement une série de matchs amicaux. Il y aura aussi l'éventualité de programmer un stage en octobre prochain, coïncidant avec la fenêtre internationale IHF (fédération internationale de handball, ndlr), mais tout dépendra de l'ouverture de l'espace aérien. Concernant l'ultime stage précompétitif avant le départ au Qatar, il devrait avoir lieu à Doha au Qatar". L'équipe nationale reste inactive depuis le début de la pandémie de coronavirus (Covid-19). Les joueurs ont été soumis durant la semaine, par groupes, à des tests de dépistage au centre national de médecine du Sport (CNMS) en vue de la reprise des entraînements.

R.S

JS SAOURA (LIGUE 1)

Derrouche (CABBA) première recrue estivale

L'attaquant du CABB Arreridj Mehdi Derrouche, s'est engagé pour un contrat de deux saisons avec la JS Saoura, devenant ainsi la première recrue estivale du pensionnaire de la Ligue 1 algérienne de football, a annoncé le club phare de Béchar dimanche sur sa page officielle Facebook. Derrouche (25 ans), formé à l'Académie du Paradou AC avait, avait

également évolué au sein du NA Hussein-Dey lors de la saison 2017-2018, avant de rejoindre le CABBA.

Le joueur polyvalent peut évoluer en tant qu'ailier droit ou gauche, ou même comme milieu offensif. La JSS tient ainsi sa première recrue, après avoir promu quatre joueurs issus de la réserve : le milieu défensif Khelifi Abderrazak

(21 ans), les défenseurs centraux Akassam Rayane (21 ans) et Alaoui Abdelkrim (21 ans), ainsi que l'attaquant Farouk Slimani (21 ans). La direction de la JSS, dirigée par Mohamed Zerouati, a renouvelé sa confiance à l'entraîneur Meziane Ighil, arrivé en janvier dernier en remplacement de Lyamine Bougherara, dont le contrat avait été résilié à l'amiable. La JS Saoura, a

bouclé la saison 2019-2020, définitivement suspendue en raison de la pandémie du coronavirus (Covid-19), à la 7e place au classement final, établi par la Ligue de football professionnel (LFP), sur la base de la règle d'indice de performance des points récoltés et des matches disputés, décidé par la Fédération algérienne (FAF).

R.S

Brèves

USMA (LIGUE 1)

Meftah donne son accord pour rejoindre le NAHD

L'ancien défenseur international Mohamed Rabie Meftah, en fin de contrat avec l'USM Alger, a donné son accord pour rejoindre le NA Hussein-Dey lors ce mercato estival, a appris l'APS dimanche après du pensionnaire de la Ligue 1 de football. Meftah (35 ans), qui compte 11 sélections avec l'équipe nationale, va ainsi connaître le quatrième club de sa carrière après la JS Kabylie (2005-2010), la JSM Béjaïa (2010-2011), et l'USM Alger (2011-2020).

Avec le club algérois, le natif de Tizi-Ouzou a remporté plusieurs titres, dont trois championnats (2014, 2016, 2019) et une Coupe d'Algérie (2013). Le NAHD est considéré comme l'un des clubs les plus actifs du marché des transferts.

De jeunes joueurs, issus de différents paliers, et des éléments d'expérience, à l'image du revenant Hocine El-Orfi, sont venus rejoindre les "Sang et Or". Le NAHD a confié les rênes de la barre technique à l'entraîneur Nadir Leknaoui, qui s'est engagé pour un contrat d'une saison renouvelable. "Après avoir discuté avec certains entraîneurs, nous avons jeté notre dévolu sur Leknaoui, qui a fait une excellent travail là où il est passé. Il est avec nous pour un contrat d'une année renouvelable.

L'objectif est de monter une équipe compétitive capable de faire bonne figure lors du prochain exercice", a déclaré récemment à l'APS le directeur sportif Chaâbane Merzekane. Relégué avant la suspension de la compétition, le NAHD a été finalement maintenu parmi l'élite, après l'adoption par les membres de l'assemblée générale de la Fédération algérienne (FAF) du choix qui prévoyait de désigner les lauréats et les promus, tout en annulant la relégation, au terme de la consultation écrite initiée par l'instance fédérale, pour donner suite à l'exercice 2019-2020, définitivement suspendu en raison de la pandémie de coronavirus (Covid-19).

La période des transferts d'été s'est ouverte mercredi 5 août et s'étalera jusqu'au 27 octobre. La date de la reprise des entraînements et le coup d'envoi de la saison 2020-2021 n'ont pas encore été fixés.

R.S

CYCLISME/TOUR DE FRANCE

Abandon de l'italien Fabio Aru

L'italien Fabio Aru a abandonné le Tour de France, dimanche, un peu plus d'une heure après le départ de la 9e étape menant de Pau à Laruns (Pyrénées-Atlantiques), a indiqué hier les organisateurs. Le Sarde, coéquipier du Slovène Tadej Pogacar, a été distancé dès le début de l'étape entamée à un rythme très élevé (48,2 km dans la première heure). Naviguant seul devant la voiture-balai à l'arrière de la course, le vainqueur de la Vuelta 2015 a fini par renoncer. Aru, 30 ans, a gagné au moins une étape dans chaque grand tour (France, Italie, Espagne). Il a porté aussi le maillot jaune du Tour en 2017, avant de prendre la 5e place au classement final.

R.S

MC ORAN (LIGUE 1)

Derrardja (MCA) sixième recrue estivale

L'attaquant du MC Alger, Walid Derrardja, s'est engagé pour deux saisons avec le MC Oran, a appris l'APS dimanche auprès du club pensionnaire de la Ligue 1 algérienne de football. Derrardja (29 ans) est la sixième recrue estivale du MCO après le milieu offensif Chérif Siam (ex-AS Ain M'ilia), le gardien de but Houssam Lamine (ex-CS Constantine), les deux attaquants Adel Khettab (ex-WA Boufarik) et Hicham Nekkache (MC Alger) et le défenseur Mohamed Naâmani (ex-Al Fath/ Arabie saoudite).

Le président du Conseil d'administration, Tayeb Mehiaoui, compte boucler le mercato estival dans les plus brefs délais, pour se consacrer ensuite à la préparation de la prochaine saison. La date de la reprise des entraînements et le coup d'envoi du prochain exercice n'ont pas encore été arrêtés par les autorités, cinq mois et demi après la suspension des compétitions et activités sportives en raison de la pandémie de coronavirus (Covid-19). Pour rappel, la direction du MCO a confié la barre technique à l'entraîneur français Bernard

Casoni, en remplacement de Bachir Mecheri. L'ancien coach du "Doyen" s'est engagé pour une saison.

Le MCO a bouclé la saison 2019-2020, définitivement suspendue en raison de la pandémie du coronavirus (Covid-19), à la 9e place au classement final, établi par la Ligue de football professionnel (LFP), sur la base de la règle d'indice de performance des points récoltés et des matches disputés, décidé par la Fédération algérienne (FAF).

R.S

Brèves

LIGUE ARABE
Réunion mercredi
des ministres des
AE

Les ministres arabes des Affaires étrangères tiendront mercredi prochain une réunion à distance, qui sera consacrée à l'examen de l'évolution de la question palestinienne, l'avenir de la paix au Moyen-Orient à la lumière des récents développements. Une source responsable à la Ligue arabe a déclaré samedi que le projet d'ordre du jour de la réunion comprend un certain nombre de points politiques, sécuritaires, sociaux, sanitaires et administratifs qui concernent l'action arabe commune, avec à leur tête les développements de la cause palestinienne à la lumière des récents développements survenus dans la région. Les ministres des Affaires étrangères, selon la même source, s'attèleront aussi à l'examen de la coopération des pays arabes dans le domaine de la lutte contre la pandémie Covid-19, la stratégie arabe de prévention et de réponse pour lutter contre toutes les formes de violence dans le statut d'asile et de déplacement, en particulier la violence sexuelle à l'égard des femmes et des filles, d'une étude arabe sur la violence à l'égard des personnes âgées, ainsi que des points relatifs aux affaires financières et administratives. Les Représentants Permanents des pays arabes auprès de la Ligue arabe devraient tenir des réunions préparatoires à partir de lundi prochain au siège du Secrétariat général de la Ligue, en prélude au Conseil ministériel.

LITUANIE
Exercice de
troupes
américaines

Plusieurs centaines de soldats américains ont commencé à arriver samedi en Lituanie, membre de l'Otan, pour un exercice militaire près de la frontière avec le Bélarus, ont rapporté des médias. Plus d'une douzaine de chars Abrams ont franchi la frontière lituanienne en provenance de Pologne, samedi après-midi, selon les mêmes sources. Le déploiement, qui durera jusqu'en novembre, fut "prévu auparavant et n'est associé à aucun événement dans la région", a indiqué dans un communiqué le ministère lituanien de la Défense. La Lituanie reste très active sur le dossier bélarusse, notamment depuis la réélection de l'homme fort à Minsk, Alexandre Loukachenko, à l'issue d'un vote du 9 août que l'opposition juge truqué. Vilnius a donné refuge à la cheffe de l'opposition Svetlana Tikhonovskaïa, et, avec ses voisins baltes, l'Estonie et la Lettonie, a inscrit M. Loukachenko sur la liste noire des personnes jugées indésirables. Face à la vague sans précédent de manifestations, le président bélarusse a répondu par la répression. Il a également accusé l'Otan de déployer des forces en Pologne et en Lituanie, le long de la frontière avec le Bélarus. Varsovie, Vilnius et l'Otan ont qualifié ces déclarations sans fondement, alors que la Russie, qui soutient M. Loukachenko, lui a promis un soutien militaire. Il ne s'agit pas d'un premier déploiement de troupes américaines en Lituanie.

MALI

L'ex-président Keita a quitté
Bamako pour des soins aux
Emirats arabes unis



L'ex-président du Mali, Ibrahim Boubacar Keita, a quitté samedi soir Bamako pour des soins aux Emirats arabes unis, ont rapporté des médias. M. Keita dit IBK, "a quitté par vol spécial Bamako cette nuit pour Abou Dhabi pour des soins" médicaux, a dit une source aéroportuaire citée par l'AFP.

La famille de l'ex-président a confirmé, indiquant qu'il a été autorisé à partir avec deux personnes à Abou Dhabi" à bord d'un avion envoyé par les Emirats. "Nous avons effectivement pour des raisons humanitaires accepté son départ (de Bamako) mais à des conditions", a dit samedi sans plus de précisions, un responsable du Comité national pour le salut du peuple (CNSP).

Le départ du Mali pour des soins à l'étranger de M. Keita, 75 ans, avait été évoqué peu après sa chute le 18 août. Il s'est précisé en début de semaine à la suite, selon ses médecins, d'un court AVC pour lequel il a été hospitalisé mardi dans une clinique de Bamako qu'il a quittée jeudi.

TCHAD

Un ex-ministre du Pétrole inculpé
pour corruption

L'ancien ministre tchadien du Pétrole et de l'énergie Djerassem Le Bemadjel a été inculpé et placé sous mandat de dépôt vendredi, notamment pour corruption et détournement de fonds publics, a indiqué samedi le ministre tchadien de la Justice. "Il n'a pas encore été entendu, il s'agit seulement de l'inculpation", a précisé le ministre, Djimet Arabi. Un de ses avocats a confirmé qu'il avait été placé sous mandat de dépôt, sans donner plus de détails alors que sa défense est en train d'être mise en place. Dans la plainte, l'IGE reproche notamment au ministre, en poste de 2013 à 2016, le "détournement de deniers publics", une "utilisation illicite des biens de l'Etat" et des faits de "corruption". L'IGE est directement rattachée aux services du chef

de l'Etat Idriss Déby Itno, président depuis près de 30 ans. Pour son avocat, M. Le Bemadjel a été victime d'une "arrestation arbitraire", "en violation de toutes les règles" et alors que les faits reprochés sont couverts, selon lui, par une "immunité" dans ses fonctions ministérielles. "Il est victime d'un acharnement politique", avait-t-il assuré lors d'une conférence de presse jeudi. Dans sa plainte, l'IGE met notamment en cause le ministre pour des "irrégularités" dans la passation de conventions et des facturations en 2013 et 2014 en faveur de deux cabinets d'audit, Alex Stewart International (ASI) et Cameroun Audit Conseil (CAC).

SELON
L'ELYSÉE
Deux soldats
français tués
au Mali

Deux militaires de la force française Barkhane ont été tués et un autre blessé, lors d'une opération au Mali, a annoncé samedi soir l'Elysée. Les deux militaires ont été tués, samedi matin, dans l'explosion de leur véhicule blindé par un engin explosif improvisé, lors d'une opération dans la région de Tessalit au Mali, a précisé la présidence française dans un communiqué.

TCHAD

Six militaires tués dans deux attaques distinctes

Six militaires tchadiens ont trouvé la mort dans deux attaques distinctes du Nord et près du lac Tchad, ont affirmé samedi les gouverneurs des régions concernées. Vendredi, "trois hommes armés ont intercepté un véhicule des services de renseignement en plein jour dans le Kouri", près de la frontière libyenne, "et ont ouvert le feu",

tuant trois passagers et en blessant deux autres, a indiqué le gouverneur de la province du Tibesti, le général Ali Maïde Kebir. Dans le massif du Tibesti, au nord du pays et à la frontière avec la Libye, l'armée tchadienne fait face à des rebelles et à des orpailliers. A l'autre bout du pays, dans la zone du lac Tchad, elle affronte régulièrement des terroristes affiliés à Boko Haram qui ont trouvé

refuge dans cette vaste étendue marécageuse, à la frontière avec le Nigeria, le Niger et le Cameroun. Samedi, "un véhicule de l'armée a sauté sur une mine artisanale posée par les Boko Haram, trois militaires sont tués et huit blessés", a indiqué le préfet de Fouli, Yacoub Mahamat Seitchimi, confirmant une information d'un officier militaire qui a réclamé l'anonymat.

MALI

La Cédéao s'est engagée pour un retour de l'ex-président "en cas de besoin"

Les Etats ouest-africains se sont engagés à faire revenir au Mali son ex-président Ibrahim Boubacar Keïta, si la justice a besoin de lui, ont indiqué dimanche des sources proches des militaires mutins et de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cédéao).



Les 15 Etats de l'organisation régionale ont "pris des engagements écrits pour que le Président déchu Ibrahim Boubaker Keita se présente si la justice a besoin de lui", a affirmé une source proche du Comité national pour le salut du peuple (CNSP). "La Mission de l'ONU au Mali (Minusma) a également participé aux négociations pour son départ", a ajouté la même

source, au lendemain du départ pour les Emirats de M. Keita, 75 ans, pour des soins médicaux. "Nous avons effectivement pris des engagements. Le président Keita ne se sauve pas du Mali. Il va se soigner. Il a dit lui-même qu'il sera à la disposition de son pays si nécessaire", a confirmé une source proche de la Cédéao. Le départ de Keita pour des soins à l'étranger avait été envisagé peu après le changement

inconstitutionnel ayant abouti à sa démission forcée. Il s'est précisé en début de semaine à la suite d'un court AVC pour lequel il a été hospitalisé mardi dans une clinique de Bamako qu'il a quitté jeudi. "Nous avons respecté nos engagements pour le départ d'IBK. C'est dans un but humanitaire", a ajouté dimanche la source proche du (CNSP). "Le CNSP a facilité le départ

d'IBK tout en étant ferme sur des principes", a indiqué une source diplomatique à Bamako. L'ex-président du Mali, a quitté samedi soir Bamako pour des soins aux Emirats arabes unis, ont rapporté des médias. La famille de l'ex-président a confirmé qu'il a été autorisé à partir avec deux personnes à Abou Dhabi" à bord d'un avion envoyé par les Emirats.

R.I

UNION AFRICAINE

Appel à une collecte urgente des armes illicites en Afrique

La Commission de l'Union africaine (UA) a appelé, samedi, à une collecte urgente des armes illicites que possèdent les civils en Afrique. On estime à 40 millions le nombre d'armes actuellement en possession des civils sur le continent. Ces propos ont été tenus par Small Chergui, commissaire de l'UA pour la paix et la sécurité, dans un communiqué publié en relation avec le mois d'amnistie en Afrique, qui est la mise en œuvre du thème de l'UA pour l'année 2020 "Faire taire les armes : créer des conditions favorables au développement de l'Afrique".

Le Mois de l'amnistie en Afrique - partie intégrante de la feuille de route de l'UA sur les mesures pratiques pour faire taire les armes en Afrique - a été institué lors du 29e sommet de l'UA (tenu à Addis-Abeba, capitale de l'Ethiopie, en juillet 2017), qui a choisi le mois de septembre de chaque année comme Mois de l'amnistie en Afrique pour la remise et la collecte des armes illicites. "Nous entreprenons actuellement la collecte des armes illicites en possession de civils. La Commission de l'UA pour la paix et la sécurité, en partenariat avec Small Arms Survey, a récemment entrepris une étude cartographique sur les flux d'armes légères illicites en Afrique. L'une des conclusions importantes de cette étude est le nombre d'armes détenues par des civils sur le continent africain, qui était estimé à 40 millions en 2017", a fait savoir le commissaire de l'UA pour la paix et la sécurité. Selon l'UA, les 40 millions d'armes détenues par des civils sur le continent africain représentent environ 80% de toutes les armes sur le continent.

"Cela comprend les particuliers, les entreprises enregistrées telles que les sociétés de sécurité privées et les groupes armés non étatiques. Ce chiffre doit être mis en regard de l'estimation des forces armées et des agences de maintien de l'ordre du continent qui détiennent moins de 11 millions d'armes", a déclaré M. Chergui. Sur les 40 millions d'armes détenues par des civils, environ 5,8 millions sont enregistrées officiellement, tandis qu'environ 16 millions ne sont pas enregistrées. Le statut des plus de 18 millions d'armes restantes n'est pas clair, d'après l'UA. "C'est une source de préoccupation pour nous tous", a affirmé M. Chergui. "Nous devons redoubler d'efforts pour relever ce défi, qui constitue en fait une menace très grave pour la paix, la gouvernance et le développement", a-t-il poursuivi. Il faut "nous demander combien de ces armes non enregistrées ont été collectées, que ce soit dans le cadre du mois d'amnistie ou d'autres programmes nationaux de désarmement", a dit M. Chergui. L'observation du mois d'amnistie en Afrique en septembre "est importante pour respecter l'esprit de la déclaration solennelle de l'Assemblée de 2013 visant à débarrasser l'Afrique des guerres et à apporter la prospérité aux citoyens", a expliqué le commissaire à la paix et à la sécurité de l'UA.

Selon M. Chergui, le Mois de l'amnistie en Afrique prévoit la remise volontaire par les civils des armes en leur possession illégale, sous réserve d'anonymat et d'immunité de poursuite. "C'est une opportunité que chaque citoyen d'Afrique devrait saisir et utiliser pour contribuer à la réalisation d'un continent pacifique, sûr et prospère", a-t-il ajouté. L'UA a souligné que la possession illégale d'armes par des acteurs, individus et groupes non-étatiques, est l'un des facteurs contribuant à la violence armée qui continue de sévir en Afrique et parmi ses habitants. "Le retrait de ces armes illégales de la circulation et de l'utilisation est donc essentiel pour réaliser la paix, la sécurité et la stabilité sur le continent. En effet, le mois d'amnistie contribue aux efforts visant à faire taire les armes en Afrique", selon l'UA.

R.I

LIBAN

Nasrallah et Haniyeh évoquent de la situation au Moyen-Orient

Le chef du mouvement libanais "Hezbollah", Hassan Nasrallah, a reçu le leader du mouvement palestinien "Hamas", Ismail Haniyeh, en déplacement au Liban pour discuter de la situation au Moyen-Orient, a rapporté hier la chaîne de télévision Al-Manar. A la tête du bureau politique du Hamas, M. Haniyeh est au Liban depuis mercredi, sa première visite dans le pays depuis près de 30 ans. La chaîne de télévision Al-Manar

du Hezbollah a publié sur son site internet des photos de MM. Nasrallah et Haniyeh assis ensemble, portant des masques de protection contre le nouveau coronavirus. Les deux hommes ont passé en revue "les développements politiques et militaires en Palestine, au Liban et dans la région", évoquant "les dangers qui pèsent sur la cause palestinienne", indique Al-Manar. Ils ont souligné "la solidarité" des liens entre le Hezbollah et le Hamas, ainsi que la "stabilité"

de "l'axe de résistance". Ni la date ni le lieu de la rencontre n'ont été donnés. M. Nasrallah vit dans un lieu secret depuis une décennie et fait très rarement des apparitions publiques. Il avait confié en 2014 qu'il changeait souvent de lieu de résidence. M. Haniyeh était à Beyrouth pour participer jeudi à une réunion élargie des organisations palestiniennes, sur la situation en Palestine. Le président palestinien, Mahmoud Abbas, a appelé jeudi

soir à "un dialogue national global", invitant les mouvements du Fatah et du Hamas en particulier à approuver les mécanismes pour mettre fin à la division afin d'atteindre les objectifs et les aspirations du peuple Palestinien. Selon M. Abbas, cette réunion intervient dans un contexte marqué par "diverses conspirations et dangers, dont le supposé accord du siècle, les plans d'annexion israélienne".

R.I

Les Africains pour un rapprochement Afrique-BRICS

Alors que les Etats occidentaux observent jalousement les interactions en cours ou en préparation entre nombre de pays africains avec les grandes puissances non-occidentales, notamment celles appartenant au groupe des BRICS, en tentant par tous les moyens de saper ces processus, la société civile africaine et la communauté des experts du continent appellent à un renforcement de ces interactions.

Ces appels à une relation encore plus poussée entre l'Afrique et les BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) se font entendre pratiquement dans toutes les parties du continent africain. Recevant un écho positif aussi bien dans la partie sud du continent – cela sans oublier que la République sud-africaine est membre actif du groupe depuis bientôt dix ans – que dans les autres parties de l'Afrique. En ce sens l'Afrique francophone n'est pas en reste. Ainsi, dans une récente interview à l'agence de presse gouvernementale chinoise Xinhua, Souleymane Astou Diagne – économiste sénégalais et maître de conférence à l'Université Alioune Diop de Bambey (UADB), estime « que les pays en développement doivent se rapprocher et s'inspirer du modèle de développement économique du groupe des BRICS pour résister aux enjeux de la mondialisation dans l'actuel contexte de Covid-19 ».

En ajoutant que les pays en question, notamment africains, « ont tout intérêt à se rapprocher de ce modèle, parce que nous sommes marginalisés, l'essentiel des décisions qui se prennent au niveau international étant faites sur la base des intérêts des Occidentaux et ne prenant pas suffisamment en compte les besoins réels des économies des pays en développement ».

Sachant que cette opinion est partagée par un grand nombre de personnes en Afrique, notamment d'obédience panafricainiste, il serait effectivement bon de rappler aussi que les forces qui s'opposent par divers moyens et méthodes justement à une pleine



et véritable intégration panafricaine, sont justement les puissances occidentales. D'ailleurs l'histoire récente et moins récente nous le rappelle fortement: le sort réservé à Patrice Lumumba, Thomas Sankara, Mouammar Kadhafi, pour ne citer que ces quelques grands noms, en dit long.

Pour autant, l'Occident ne cesse de travestir l'histoire et tente par tous les instruments à sa disposition de stigmatiser le rôle des puissances partisanes de la multipolarité, dans leurs relations avec les pays africains. Si le rôle des médias de l'Hexagone n'est plus à présenter, bien que fortement en perte de vitesse au sein des pays

africains, il n'empêche que d'autres porte-voix de l'Occident – britanniques, allemands ou étasuniens ne sont pas en reste dans leur quête de saper les relations non seulement sino-africaines, notamment de part leur ampleur, mais également avec tout autre pays menant une politique indépendante des intérêts occidentaux.

Ainsi, un site web et magazine comme ADF (Africa Defense Forum), affilié au Commandement des Etats-Unis pour l'Afrique (Africom), sans grande surprise tente de convaincre le public africain du danger de l'interaction de l'Afrique avec la Chine et la Russie. Pour le mo-

ment sans grand succès puisque de bien nombreux internautes africains ne se laissent pas manipuler et posent en retour des questions – qui le plus souvent restent sans réponse de la part des instigateurs de ces campagnes médiatiques.

Autre fait assez intéressant – le fait par exemple que Twitter n'ait toujours pas homologué les sites en question comme étant affiliés à leurs Etats respectifs – occidentaux. A la différence des médias chinois, russes, iraniens ou autres. Mais c'est justement là que se trouve tout le paradoxe de la politique occidentale qui prétend défendre les « bonnes » valeurs sans être en mesure de fournir de

vrais arguments de poids et ainsi convaincre les lecteurs, d'où qu'ils soient.

Ce qui est sûr, c'est que malgré ces tentatives, les populations africaines sont bien loin d'être dupes de la manipulation. Et peut-être même sont aujourd'hui pour beaucoup en avance dans la capacité analytique sur nombre de pays de l'Occident. Les efforts de ce dernier de ternir l'image des puissances non-occidentales ne fait bien souvent qu'apporter l'effet inverse – à savoir une encore plus grande motivation des Africains à voir l'augmentation de l'interaction de leurs pays et de leur continent avec les BRICS.

Par Mikhail Gamandiy-Egorov

Navalny : des médecins allemands lui trouvent un empoisonnement

Vraiment quelle surprise! Ca, non, l'on ne s'y attendait pas! Mais pas du tout! Des médecins allemands ont trouvé des traces d'un possible empoisonnement de Navalny. Et pas avec n'importe quoi, un dérivé du Novichok. Parce que les Russes sont tellement stupides, qu'après avoir empoisonné Navalny, ils le laissent partir en Allemagne. A moins que ce soit nous que l'on prenne pour des imbéciles.

Donc, récapitulons la saga Navalny depuis son arrivée à l'hôpital à Omsk, dans le coma (plus en détail voir notre texte ici). Un avion est envoyé par une Fondation, Cinema for Peace, qui s'occupe des "op-

posants", mais pas de tous, car par exemple la santé d'Assange en Grande-Bretagne ne l'intéresse pas.

L'on apprend ensuite que l'opération a été financée par la famille Zimine, dont papa a fait fortune dans les technologies de téléphonie mobile, a financé l'opposition russe et ses médias, et fiston, qui reprend l'affaire de bienfaisance familiale, vit entre Londres et Moscou, dépense les sous de papa entre deux courses automobiles. Et notre cher Navalny n'est pas exfiltré n'importe où, mais à la Charité, qui fut l'hôpital dans lequel le diagnostic d'empoisonnement de Iouchenko, le héros de la révolution orange en 2004 en Ukraine,

a été posé - sans jamais être confirmé en Ukraine, où il n'a ensuite jamais fait d'analyses de sang ... Il faut dire qu'avec l'aide de la communauté internationale les élections ont été annulées et Iouchenko a remporté le "3e tour", avant de toute manière de perdre. Ce qui a ensuite conduit au Maïdan. Bref, Navalny est politiquement entre de "bonnes mains", en revanche pour sa santé ce n'est pas sans risque.

L'histoire étant une éternelle répétition, ces médecins allemands, qui ont de l'expérience, ont trouvé du poison dans le sang de Navalny. Et il s'agirait certainement, peut-être, enfin on n'est pas sûr

mais il y a de fortes de chance ... d'un dérivé du novichok.

Parce que non seulement les Russes sont assez stupides pour envoyer en Allemagne un Navalny empoisonné, qu'en plus ils sont assez nuls pour ne pas réussir à tuer leurs empoisonnés (papa Skripal), que certains en ressortent même avec une cure de rajeunissement (fille Skripal), mais les Russes sont radins. Il leur reste des stocks de novichok, fô pas gâcher, on est en période de crise, on refile ce qui reste Vraiment, les Russes sont des imbéciles ... A moins que ce soit nous que l'on prenne pour des imbéciles ...

Par Karine Bechet-Golovko